

du ressort du conseil privé, y seront trans-
figées, et toutes les résolutions prises sur
icelles seront signées par P. C.

P. Council,

2. Que toute personne qui n'est pas
native d'Angleterre, d'Ecosse ou d'Irlande,
ou des domaines en dépendants, ou qui
n'est pas née de parents anglois au delà
des mers (quoiqu'elle soit naturalisée ou
faite dénizain) ne pourra être du Conseil
privé ou Membre de l'une ou l'autre
Chambre du Parlement, ni jouir d'aucun
office ou place de confiance soit civil
ou militaire.

3. Qu'une semblable personne ne pour-
ra avoir un octroy de terres, maisons, ou
héritages de la Couronne directement ou
indirectement pour elle.

4. Que d'après la limitation ultérieure
de la Couronne, au cas quelle tombe à
quelqu'un qui ne seroit pas natif du royaume
d'Angleterre, la nation ne soit pas
obligée de s'engager dans une guerre
pour la défense des domaines ou terri-
toires étrangers à la Couronne d'Angle-
terre, sans le consentement du Parlement.

5. Que quiconque à l'avenir parvien-
dra à la Couronne, se réunira à la Com-
munion de l'Eglise fixée par la loi.

6. Qu'aucun pardon ne sera admis
contre un *impeachment* ou poursuite en
Parlement.

7. Que quiconque parviendra à l'avenir

à cette Couronne ne pourra sortir des
domaines de l'Angleterre, d'Ecosse ou
d'Irlande sans le consentement du Parle-
ment.

8. Que quiconque tient un office du Remarque.
roi, ou reçoit une pension de la Couron-
ne, ne sera capable de servir comme
Membre de la Chambre des Communes.

Avec diverses autres résolutions pour
assurer d'avantage les droits et libertés
du peuple, en conséquence desquelles le
Statut de la 12^e et 13^e année de Guil-
laume III. c. 2. fut fait.

CHAPITRE XVI.

De la passation des Bills.

Le 27^e de juillet, 1660. Il fut repré-
senté au Roi Charles deux, que ça avoit
été l'usage constant du Parlement de rece-
voir les Actes de grace et les bills relatifs
au redressement des griefs et à la confir-
mation des libertés des sujets, avant que
de présenter les bills pour les aides et
subsidies; mais qu'actuellement en raison
de la confiance qu'ils avoient en sa ma-
jesté &c. ils lui offroient un bill pour de
l'argent &c. c'est à dire avant le redres-
sement des griefs.

Voyez pour
cela un ma-
nuscrit *phenes*
w.

Bohun.
Journ. Dom.
com.

Tout

Hob. 111.
33. H. 6.
18. Brs. rit.
parl. 86.
rit. relation.

Tous bills ont leurs effets et operent du commencement du Parlement ou Session, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par l'acte même.

35. Plow.
79. Town.
col. 209.

La 43^e année d'Elizabeth en 1601. comme il y avoit beaucoup de disputes à l'occasion d'un bill, Mr. Flanning, Solliciteur de la Reine, le prit pour y avoir un mot ; après qu'il eut fini et qu'il l'eut mis sur la table, une personne se leva et dit, *Mr. l'Orateur, quand un Bill est grossoyé, vous devez le tenir dans vos mains et ne laisser qu'il que ce soit y regarder, ce que tout le monde avoua, et en conséquence l'Orateur le prit.*

Cook. 22
115.

Quand un bill est lû, l'Orateur en explique les clauses, afin que chacun comprenne le but de chaque clause.

Hakewell
134.

Les Bills après avoir d'abord passé dans une Chambre, sont envoyés dans l'autre, proprement grossoyés sur du parchemin.

ibid. col.
12. 116.

Les bills publics doivent toujours être préférés aux bills privés pour la lecture et la passation : les publics sont premierement ceux qui regardent le service de Dieu et le bien de l'Eglise, secondement ceux qui concernent le bien public, dans lesquels sont compris ceux qui touchent la personne, le revenu et la maison du Roi, de la Reine, &c. et ils doivent être spécialement préférés dans leur

leur passation. Enfin les bills privés doivent être lus et passés dans l'ordre qu'ils ont été présentés et les porteurs en doivent donner une idée succincte.

Town.
col. 270.

Tout membre de la Chambre peut offrir un bill pour le bien public, excepté s'il tend à imposer une taxe, car alors on ne le peut faire qu'après en avoir obtenu la permission de la Chambre.

Scobel. 40.

Si quelque membre désire qu'un acte fait et en force soit abrogé ou modifié, il doit, avant que de présenter aucun bill à cet effet, faire sa proposition à la Chambre et en obtenir sa résolution ; et si après les raisons données pour abroger ou modifier cette loi, la Chambre le juge à propos, ordinairement elle nomme un ou plusieurs membres pour apporter un bill à cet effet.

Cependant l'Orateur n'est point sujet à aucune de ces règles pour la préférence de la lecture et passation des bills, et ceci est laissé à son libre arbitre (à moins que la Chambre ne lui enjoigne différemment) et quand même la Chambre le presseroit de faire lire certain bill, s'il n'a pas eu, un tems convenable pour le repasser et en faire un abrégé pour faciliter sa mémoire, il peut réclamer le privilège d'en différer la lecture à un autre tems.

Hakewell
186.

Etant ordinairement enjoint au Greffier

Hakewell
137.

fier par l'Orateur, et quelquefois par la Chambre, de lire un certain bill, il commence par lire à haute et intelligible voix le titre du bill, et ensuite, après une petite pause, le bill même; ceci fait, en baissant sa main, il le remet à l'Orateur, qui debout et tête nue (quoiqu'il soit ordinairement assis son chapeau sur sa tête) tenant le bill dans sa main, dit, *le bill est intitulé ainsi*, et alors il lit le titre, ce qui étant fait, il donne la substance du bill à la Chambre, soit en se fiant à sa mémoire ou en lisant son abrégé qui est filé avec le bill.

Quelquefois il lit le bill même, particulièrement quand il s'agit de la passation d'un bill qui a été si changé par le Comité qu'il diffère essentiellement de l'abrégé.

Quand il a fait voir les effets du bill il déclare à la Chambre, *que c'est la première lecture du bill*, et il le remet au Greffier.

Le bill contenant le pardon général du Roi ne reçoit qu'une lecture dans la Chambre des Lords et une dans celle d'en bas: la raison en est que le sujet doit le recevoir tel qu'il plaît au Roi de l'accorder, sans aucun changement; cependant il a été plusieurs fois remarqué, lors de la lecture, qu'il n'étoit pas aussi favorable qu'anciennement.

II

Il en est ainsi d'un bill de subside accordé par le Clergé. Hakewell ib.

L'usage ordinaire est d'employer la matinée, avant que la Chambre soit pleine, à faire les premières lectures, et on diffère les secondes et troisièmes jusqu'à ce quelle soit pleine. id, 139.

Les gens de loix savent qu'un bill qui n'est que déclaratoire, pour expliquer la loi commune, ne statue rien, et qu'un proviso en icelui n'est bon à rien. Town. col. 238.

Aucun Chevalier, Citoyen ou Bourgeois ne doit parler plus d'une fois dans un jour sur un bill, à moins que ce ne soit en explication. Col. 12. 116.

Il n'est pas ordinaire, à la première lecture d'un bill, de rien dire à son sujet, mais de le considérer, et de retarder jusqu'à la deuxième lecture, à moins qu'il n'y ait quelque chose qui paroisse nuisible au bien public et qui doit être rejeté. Hakewell 139.

On n'y propole pas même de changement, car par là il seroit supposé que le corps du bill est bon, ce qui n'est régulièrement constaté que lors de la seconde lecture. ibid.

Si un bill qui a pris naissance dans la Chambre des Communes est débattu pour et contre, à la première lecture et que la Chambre demande la question, elle ne doit pas être, *si le bill sera lu pour* id. 140. Scobell 42.

X 2

pour la seconde fois (car elle doit avoir lieu de droit) mais s'il sera rejeté.

S'il est objecté à un bill venant des Lords & qu'à la première lecture on insiste que la question soit mise, l'Orateur par égard et respect ne doit pas mettre la question (comme dans le premier cas); mais doit premièrement mettre la question pour la seconde lecture, si elle est refusée, alors pour la rejection. Mais ordinairement quand il s'élève un pareil débat, l'Orateur se dispense de mettre aucune question du tout, à moins qu'il n'y soit fortement contraint, étant mieux d'y réfléchir que d'en courir le hazard.

Si la question est mise pour la rejection, et que la majorité des voix soit pour le rejeter, le Greffier doit faire mention dans son journal qu'il est rejeté, et en faire note au dos du bill et il ne sera pas lu d'avantage; si la majorité est pour retenir le bill, il sera lu de droit une seconde fois.

C'est contre le cours ordinaire de lire un bill plus d'une fois dans un jour, cependant pour des raisons particulières on a souffert que des bills privés aient été lus deux fois dans un seul jour.

Ceci se pratique aussi quelquefois quand la Chambre a besoin d'ouvrage pour s'occuper, sur tout lorsque le bill n'est pas de

de grande importance, cependant cela ne se fait que sur une demande et un ordre spécial. ^{Hakewell 148.}

Quand un Comité nommé exprès pour dresser un certain bill le présente à la Chambre tout fait, on a souvent vu qu'il a été non seulement lu deux fois mais même qu'il a été ordonné de le grossier le même jour. ^{ibid.}

Il n'est pas sans exemple qu'un bill ait été lu trois fois et ait passé le même jour. Mais c'est un exemple unique. Q. la conviction de *Monmouth*. ^{ib.}

Un bill fut lu quatre fois, avant que de passer dans la Chambre, et quoiqu'il ne manque pas d'autres exemples, cependant cela est rare et digne d'être remarqué.

A la première lecture, on mit la question sur un bill, et il fut rejeté; mais il n'est pas d'usage de mettre la question sur un bill à la première lecture. ^{Sir Simon d'Ewe's Journ. 90. co. 1.}

En 1584, la 27^e. année d'*Elizabeth*, un bill fut commis à la troisième lecture, qui avait été auparavant commis à la seconde; ce qui n'est pas usité. ^{id. 335. col. 1.}

On peut remettre la seconde lecture d'un bill le lendemain après la première, mais l'usage ordinaire est de différer deux ou trois jours, afin que les membres aient plus de tems pour l'examiner, à moins que la nature de l'affaire n'exige célérité. ^{Hakewell 143.}

Quand

ibid.

Quand le bill est lû pour la seconde fois, le Greffier le donne à l'Orateur de la maniere soumise, comme il est dit auparavant, et l'Orateur en lit le titre et son abrégé, comme à la premiere lecture, ce qui étant fait, il déclare, *que c'est la seconde lecture du bill*, & ensuite il doit attendre un certain tems, pour voir si quelqu'un parlera à son sujet ; car personne ne doit parler sur icelui avant que Mr. l'Orateur ait déclaré où en est le bill ; c'est alors et non avant, qu'est le tems de parler.

ibid.

Si après un laps de tems raisonnable, personne ne se leve pour parler au mérite ou à la forme du bill, il peut mettre la question pour le grossier, s'il a pris naissance dans la Chambre des Communes.

id. 144.

Il peut de même mettre la question pour le grossier quoique plusieurs parlent en faveur du bill, s'ils n'exceptent pas au mérite ou à la forme.

ib.

La question de grossier doit être pareillement mise, si la majorité des voix est *pour que le bill ne soit pas commis*, ce qui accélérera les progrès du bill s'il n'y a pas d'objection au mérite ou à la forme. Mais à la seconde lecture et après que l'Orateur a dit dans quel état il étoit, la Chambre demande ordinairement qu'il soit commis : ensuite quiconque veut parler

parler contre, soit au mérite, soit à la forme, doit être entendu.

Après que le premier a parlé, l'Orateur doit attendre un peu pour voir si quelqu'autre parlera, et il en doit faire autant après chaque discours : quand il s'aperçoit que les débats sont finis, il doit alors leur mettre la question pour le commettre de la maniere suivante.

Que tous ceux qui sont d'opinion que le bill doit être commis disent, oui. ib. 145.

Et après que les voix affirmatives sont données.

Que tous ceux qui sont d'une opinion contraire disent, non.

Et il doit juger par l'ouïe de quel côté est le plus grand nombre de voix ; s'il y a du doute la Chambre doit être divisée.

Si sur la division de la Chambre il paroît que les nombres soient égaux, l'Orateur à la voix prépondérante sur toutes sortes de questions.

ib.

S'il paroît que l'affirmative soit plus nombreuse, il doit faire ressouvenir la Chambre de nommer les membres du Comité ; ce qui se fait de la maniere suivante.

Chaque Membre de la Chambre qui choisit peut donner le nom d'un membre quelconque de la Chambre pour être du Comité, et le Greffier doit entrer dans son

son journal sous le titre du bill le nom de quiconque est nommé, au moins de ceux que dans une semblable confusion il peut entendre distinctement sans partialité tant à l'égard de ceux qui sont nommés.

id. 146.
Town. col.
208.

Celui qui parle directement contre le corps du bill ne doit pas être nommé du Comité ; car celui qui veut le détruire en entier ne l'amendera certainement pas.

Hak. ibid.

Quand il y a un certain nombre de membres du Comité nommés, l'Orateur doit représenter à la Chambre qu'elle doit fixer le tems et le lieu, où et quand le Comité doit s'assembler ; ce que le Greffier doit aussi entrer dans son journal, et lorsque la Chambre est calme, il doit lire à haute voix, l'entrée dans son livre, des noms des membres du Comité, le tems et le lieu de la séance, afin que les membres en soient instruits.

ibid.

Quand un bill qui est envoyé de la Chambre des Lords est lu trois fois, la question doit être pour le commettre ; si elle est rejetée, le bill doit être lu pour la troisième fois, et la question suivante doit être pour le passer et non pour le grossoyer (comme on fait pour un bill qui a pris naissance dans la Cham-

bre

bre basse) car les bills qui viennent des Lords sont toujours grossoyés.

Quand on refuse de commettre un bill, l'usage ordinaire est de mettre alors la question pour le passer ; mais jamais avant qu'il soit lu pour la troisième fois. Hakew. 147

Lors des débats des bills dans la Chambre, aucun membre ne doit parler deux fois le même jour (à moins que ce ne soit en explication) ou que le bill ne soit lu plus d'une fois ; car un membre peut parler aussi souvent que le bill est lu. C'est différent lorsque c'est en Comité ou quand dans la Chambre il s'élève des débats sur une demande qui concerne l'ordre de la Chambre. Co 12. 116.
Hakewell
148.

Quand le débat est fini, l'Orateur doit mettre la question pour grossoyer.

id. 250.

Si la majorité est pour que le bill ne soit pas grossoyé le Greffier doit entrer dans son registre qu'il a été biffé, et s'il doit être grossoyé il doit en faire note au dos du bill, ainsi que du jour, et il est de son devoir de le grossoyer.

ibid.

On doit observer généralement que lorsqu'un bill est grossoyé le Greffier doit mettre le titre au dos du bill et jamais en dedans. ibid.

Les bills qui viennent des Lords doivent avoir aussi les titres aux dos des bills et non en dedans. ibid.

Après qu'un bill a été commis et rapporté, id. 151.

porté,

porté, il n'est pas ordinaire de le recommettre, il doit être ou biffé ou grossoyé; et cependant quand l'affaire est d'importance, on le souffre quelquefois pour des raisons particulières, mais ordinairement, dans ce cas, on le recommet au même Comité.

Deux ou trois jours après l'ordre donné pour grossoyer un bill & qu'il est en conséquence grossoyé, Mr. l'Orateur propose qu'il soit lu pour la troisième fois afin qu'il soit passé.

Le plus ordinairement l'Orateur n'offre pas de faire passer un bill seul, mais il attend qu'il y en ait plusieurs de grossoyés pour la troisième lecture; et quand il y en a un nombre suffisant comme cinq ou six, plutôt moins que plus, alors il informe la Chambre qu'il se propose le lendemain d'offrir plusieurs bills pour les faire passer et il invite les membres de vouloir bien s'y trouver à cet effet; et en conséquence le jour suivant il en fait faire la troisième lecture, commençant par faire lire les bills privés en attendant que la Chambre s'emplisse et ensuite les bills publics.

Il a été dans de certains temps ordonné, que pour empêcher que des bills passent avec peu de voix, qu'il n'en seroit mis aucun aux voix avant neuf heures, temps

auquel la Chambre est ordinairement pleine ou peu après.

Quand le bill est lu pour la troisième fois, le Greffier le remet à l'Orateur qui en lit le titre, en fait voir l'effet et leur dit que le bill a été actuellement lu pour la troisième fois, et qu'avec leur permission il mettra la question pour le passer, il attend ensuite un peu, pour donner la liberté aux Membres de parler; car à la troisième lecture la matière est débattue de nouveau, et le plus souvent on parle plus cette fois là que lors des autres lectures.

Quand les arguments sont finis, l'Orateur, tenant toujours le bill dans sa main met la question comme suit pour sa passation, que tous ceux qui sont d'opinion que le bill passe, disent oui, &c.

Si les voix sont pour que le bill passe le Greffier en doit faire note dans son journal; si en est autrement, son entrée doit être en conséquence.

Le bill étant ainsi passé (s'il a pris naissance dans la Chambre des Communes) le Greffier doit écrire en dedans du bill à la tête vers la droite (soit baillé aux Seigneurs).

Si le bill qui a passé a pris naissance dans la Chambre des Lords, alors le Greffier doit écrire au bas de la souscription des Lords (qui est toujours au bas

id. 153.

id. 154.

id.

Brook. abr.
F. Edit.
119. n. 4.

Brook. 119.

du

du bill) à *cest bill les Commons font assentus* c'est à dire que les Communes ont consenti à ce bill.

Sir Simon
d'Ewe's
Jour. 344.
col. 2.

Le 19e Décembre, 1584. La 27e année d'*Elizabeth*, la Chambre des Communes ayant objecté à ce que les Lords endossoient les bills dans la partie supérieure du bill, lorsqu'ils ne doivent l'être que dans la partie la plus inférieure, les Lords reçurent leurs griefs avec respect, en changeant les endossements conformément à la forme usitée anciennement.

Hak. 156.

Aucun bill à sa troisième lecture n'est recommis soit à cause du mérite ou de la substance; cependant on l'a souffert quelquefois pour quelque clause particulière ou quelque proviso, mais il est bon d'observer que ce n'est pas ordinaire après la

Hak. 157.

troisième lecture. On a beaucoup douté si un bill qui étoit débattu à sa passation ne devoit pas recevoir la résolution de la Chambre le même jour qu'il étoit proposé pour passer; mais il y a des exemples que lorsque le cas étoit d'importance et que les débats étoient longs, l'argument a été remis au lendemain; et alors ceux qui ont parlé sur le bill le premier jour, ne peuvent point parler de nouveau le second jour, de même qu'ils ne peuvent parler deux fois dans le même jour, quand le débat n'est pas remis à un autre jour.

Si

Si un bill est rejeté, il ne peut être présenté de nouveau à la Chambre pendant la même session; cependant s'il est changé dans quelque point capital, tant dans le corps que dans le titre, il peut être reçu la seconde fois.

id. 158.

Pendant la lecture d'un bill, la Chambre ne doit pas être interrompue par d'autres affaires; cependant la 1ere année d'*Elizabeth* la Chambre s'ajourna au lendemain à la moitié de la lecture du bill pour étamper les draps, seulement pour assister à la conférence sur la religion dans l'abbaye de *Westminster*.

ibid.

Quelque fois la Chambre est si choquée de certains bills que non seulement elle ordonne qu'ils soient rejetés, mais encore qu'ils soient déchirés, &c. dans la Chambre.

ibid.

Quand un bill est lu trois fois et qu'il a passé dans la Chambre il ne doit plus y être fait de changement en aucun point.

id.

Quand l'Orateur a en mains un certain nombre de bills de passés, comme cinq à six, il doit faire ressouvenir la Chambre qu'il faut les envoyer aux Lords et quelle doit nommer des Messagers, qui en conséquence délègue un des principaux Membres à cet effet; auquel les bills sont remis dans l'ordre qu'il doit les présenter aux Lords; ce qui est fait d'après la direction

ibid.

direction de l'Orateur à moins qu'il ne plaise à la Chambre de le diriger particulièrement.

ibid. 176. L'ordre dans lequel on les arrange ordinairement est de placer premièrement ceux qui ont pris naissance chez les Lords. Deuxièmement ceux qui ont été envoyés aux Lords par la Chambre des Communes et ont été renvoyés pour être amendés. Troisièmement, les bills publics qui ont pris naissance dans la Chambre des Communes, et qui doivent être arrangés suivant leurs degrés de conséquence. Quatrièmement, les bills privés dans l'ordre qu'il plaît à l'Orateur.

ibid. Très souvent la Chambre, dans l'intention de favoriser spécialement un bill, l'envoie seul, avec une recommandation particulière: le messager alors est ordinairement accompagné par trente ou quarante Membres de la Chambre, comme cela leur plaît et qu'ils font portés pour le bill.

id. 177. Le principal messager qui délivre les bills aux Lords venant à la tête de sa compagnie à la barre de la Chambre des Lords, en faisant trois saluts, dit aux Lords, *que les Chevaliers Citoyens et Bourgeois de la Chambre des Communes leur envoient certains bills*; et alors lisant le titre de chaque bill dans l'ordre qu'il

est

est, il le remet humblement au *Lord Chancellor*, qui à cet effet vient les recevoir.

ibid. Les bills envoyés par les Lords à la Chambre des Communes, si ce sont des bills ordinaires, sont portés par des *Sergents en loi*, ou par deux *Dofteurs en droit*, qui sont *maîtres en Chancellerie* et *Attendants* dans la *Chambre haute*, accompagnés quelquefois du *Greffier de la Couronne* qui est aussi un des attendants là.

id. 178. Les bills d'importance sont ordinairement envoyés par quelqu'un des *Juges assistants* là, accompagné par des *Maîtres en Chancellerie*, lesquels étant admis, viennent près de la table où siège le *Greffier* en faisant trois saluts, &c. informe l'Orateur *que les Lords ont envoyé à la Chambre certains bills*, dont il lit les titres et les livre à l'Orateur; et ils s'en retournent en faisant trois saluts; quand ils sont sortis de la Chambre l'Orateur prend les bills dans ses mains et informe la Chambre, *que les Lords ont envoyé à la Chambre par leurs messagers certains bills*, dont il lit le titre de chaque et les remet ensuite au *Greffier* pour les garder soigneusement et les lire quand on lui demandera.

id. 179. Quand les bills sont ainsi passés par les deux Chambres après trois différentes lectures dans chaque Chambre, ils doivent, pour leur dernière perfection, avoir

la

la *Sanction royale*, ce qui est ordinaire-
ment remis au dernier jour de la Session.

id. 181.
Voyez Tow.
col. 19. 40.
Voyez Sir
S. d'Ewe's
Jour. 467.
1. La *Sanction royale* est donnée comme
suit : à la fin de quelques solemnités le
Greffier de la Couronne lit le titre des bills
successivement d'après leurs conséquences,
après que le titre de chaque bill est lu le
Greffier du parlement prononce la *San-
ction royale* d'après certaines instructions à
lui données à cet effet de la part de Sa
Majesté.

Townf. col.
49.
Comme les bills de Subsidies sont de
purs dons des Sujets, le consentement de
la reine n'est pas nécessaire pour leurs pas-
sations, il est impliqué dans l'acceptation
qu'elle en fait avec ses remerciements, ainsi
que les bills de *pardon*, parce que c'est de
sa propre bienveillance, auxquels on n'exi-
ge rien de plus que l'acceptation et les re-
merciements des *Lords* et des *Communes*,
et ils ne sont lus qu'une seule fois dans
chaque Chambre avant que d'être ainsi
expédiés. Le consentement exprès de la
reine est requis pour tous les autres bills
soit privés ou publics, quoiqu'en termes
différents.

id. 187.
Le 9e Février, 1597. Dans la 39e an-
née de la reine *Elizabeth* sa Majesté don-
na sa *Sanction royale* à vingt quatre actes
publics et à dix neuf privés, et en refusa
quarante huit qui avoient passé dans les
deux Chambres.

Si

Si c'est un bill public que le Roi Sanc- Town. 13.
tionne, la réponse est, *le Roi le veut*.

Si c'est un bill privé que le roi accorde,
la réponse est *soit fait comme il est désiré*.

Si c'est un bill public que le Roi ne veut
pas accorder, *le Roi s'avisera*.

Au bill de *Subside*, le Roi remercie ses id. 12.
loyaux Sujets, accepte leur *benevolence*, et
ainsi le veut.

Au pardon général, l'approbation est en Town. col.
ces termes, les Prelats, Seigneurs et com- 13. 49.
munes assemblés dans ce Parlement au Sir Simon
nom de tous vos autres fujets remer- d'Ewe's
cient très humblement votre Majesté et Jour. 467.
prient Dieu qu'il vous donne la santé, col. 2.
une bonne et longue vie.

Un acte privé ou particulier est tou- Sir R. At-
jours filé, mais jamais enrollé. kins argum.
57.

Tout bill qui passe en Parlement est Arc. parl.
relatif au premier jour du Parlement, 45.
quoiqu'il ne vienne qu'à la fin du Par-
lement, à moins que le tems auquel il aura
son effet ne soit spécifié dans le Statut.

Si on admet un bill pour lire, il doit Scobel 41
être écrit proprement, sans aucune ra-
ture ou interligne, avec un abrégé de
son contenu, autrement l'Orateur peut
le refuser.

Jusqu'à ce que la substance d'un bill ib. 42.
soit connue personne ne doit en parler.

Un acte fut lut auquel personne n'ob- Town. col.
jecta. Mr. l'Orateur se leva et dit que 187.

Y

si personne ne parloit, il devoit être grossoyé, parceque *qui ne dit mot consent*.

Townf.
col. 134.

C'est la règle ordinaire de la loi que quand les nombres de l'affirmative et de la négative sont égaux, *semper presumitur pro negante*. La négative suivant la coutume doit l'emporter, c'est à-dire, que la loi ancienne ne doit pas être changée.

Scobell 45.

Quand des résolutions sont mises en bill, et qu'il vient pour être lu ou pour passer, il est légal de débattre et argumenter contre toutes ou parties des résolutions, pour les changer ou les rejeter; parceque des résolutions à l'égard d'un bill ne sont pas plus obligatoires que celles contenues dans un bill présenté, et comme ce bill donne plus d'occasion à de longs débats avant qu'il passe en loi, chaque membre a la liberté de faire valoir ses raisons et de donner sa voix, chaque fois que la question est mise.

ibid.

Quand un bill a été lu deux fois et que l'on en a fait voir l'effet, un membre peut y proposer un amendement, mais il ne doit parler qu'une fois, en conséquence il doit y faire toutes ses objections dans le même tems et à chaque partie; car lors du débat d'un bill qui que ce soit ne peut parler plus d'une fois le même jour, à moins qu'il ne soit lu plusieurs

seurs fois ce jour là, dans ce cas il peut parler aussi souvent qu'il est là.

Le 23e. Juin, 1604, on convint pour règle, *que quoique les débats sur un bill seroient continués de jour en jour, personne ne pourroit parler deux fois sur le mérite du même bill*. Ibid, 58,

Note. Un bill fut lu quatre fois dans la Chambre des Lords. Q. Si c'est le même jour ? Hib. Ref.
vol. 1. p.
144.

CHAPITRE XVIII.

Des Comités.

LES Comités de chaque Chambre ne doivent point en loi publier leurs résolutions, lesquelles n'ont aucune force qu'après la confirmation que leur donne la Chambre, qui a le pouvoir de les contrôler, comme si elles n'avoient jamais été débattues. Rush. part.
3. vol. 2 p.
74.

Les Membres des Comités sont choisis par les Lords dans la Chambre haute et par les Communes dans la Chambre basse pour rédiger des loix sur des bills convenus, qui doivent être ensuite ratifiés par les mêmes Chambres. Sir Th.
Smith's
commonw.
76.

Les procédés dans un Comité sont plus Rush. col.
557.